

Vers une culture de l'hospitalité universelle ?

Les textes publiés dans ces pages ont pour but d'alimenter le débat. Ils n'engagent que leurs auteurs qui n'appartiennent pas à la rédaction de "La Libre Belgique".

Nous sommes nombreux à être touchés par la guerre en Ukraine et les millions de réfugiés forcés de fuir leur pays, quitter leur foyer, leurs proches, leurs biens, leurs attaches, pour survivre simplement. Face à cette folie meurtrière et cette détresse humaine, nous nous sentons impuissants. Que pouvons-nous faire, en tant que citoyens belges, européens ? Pour stopper ce bain de sang, malheureusement pas grand-chose au niveau individuel. Mais pour soutenir les victimes de cette funeste agression, il nous reste la compassion et la solidarité. Très vite, une importante aide humanitaire a été déployée et l'accueil des réfugiés s'est organisé, certes parfois maladroitement, mais résolument.

Cet élan de solidarité fait véritablement chaud au cœur. Néanmoins, tout en se réjouissant bien évidemment de cet accueil, des voix se sont rapidement levées pour dénoncer une politique d'asile et d'immigration discriminante dans le chef des gouvernements belges et européens. En effet, la différence de traitement entre les réfugiés syriens, libyens, soudanais ou afghans d'une part, et les réfugiés ukrainiens d'autre part, interroge la cohérence et l'universalité de notre solidarité.

L'État garant de la solidarité

En principe, nos sociétés contemporaines reconnaissent l'égale dignité de tous les êtres humains et l'universalité des droits humains. En pratique, nous observons souvent que la solidarité s'exprime plus naturellement envers celles et ceux qui nous sont plus ou moins proches. Pensons par exemple au soutien entre membres d'une famille ou voisins de quartier durant la pandémie, à l'aide des secourus et bénévoles flamands et français lors des inondations de juillet 2021 en Wallonie, ou encore aux transferts d'argent des diasporas

vers leurs pays d'origine.

Si cette solidarité familiale, de voisinage, nationale, régionale ou communautaire est évidemment une bonne chose, l'Histoire nous a montré les dérives du communautarisme (par opposition à l'universalisme), quand le groupe, la communauté, s'isole, sépare et exclut les autres. Pensons par exemple aux mafias, au clanisme, au fanatisme religieux, au nationalisme et au racisme.

Au lendemain des deux Guerres mondiales, les nations qui s'étaient entre-déchirées ont signé des textes internationaux (*Déclaration universelle des droits de l'homme*, *Conventions de Genève*, etc.) à vocation universelle. Les États souverains juraient alors de faire respecter ces principes – "sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation" (article 2 de la DUDH) – et confiaient à des organisations internationales (Nations unies, Conseil de l'Europe, etc.) la mission de les contrôler. Qu'en reste-t-il aujourd'hui, en particulier en ce qui concerne nos politiques migratoires ?

Quand, au plus fort de la guerre syrienne (là aussi sous les bombes –



POPEE 22

notamment – de Vladimir Poutine), la chancelière Angela Merkel a déclaré "Wir schaffen das !" ("Nous y arriverons !") et que l'Allemagne a accueilli des centaines de milliers de Syriens, l'État belge n'a pas suivi.

Notre pays piétinait ainsi les principes universalistes – qu'il aime pourtant tellement proclamer sur la scène internationale – et ce sont finalement des associations et des citoyens qui ont ouvert leurs portes, offert un toit, une table, des vêtements

et un peu de chaleur humaine, bref de la dignité, à ces personnes en détresse.

Aujourd'hui, alors que, dans leurs discours, les politiques saluent (presque) unanimement l'accueil des réfugiés ukrainiens, le soutien politico-administratif n'est pas à la hauteur des enjeux de terrain¹. Là encore, nous pouvons être reconnaissants envers les citoyens et associations qui fournissent un effort important pour pallier ces carences

d'accueil et d'aide humanitaire. La récente annonce gouvernementale (le 23 mars 2022) de créer trois nouveaux centres fermés et un centre de départ est un nouveau pied de nez aux exilés et à celles et ceux qui leur viennent en aide, et démontre à nouveau le manque de vision et d'adaptation du gouvernement fédéral. Les 100 millions d'euros affectés au retour forcé de personnes sans titre de séjour seraient bien plus utiles et justes s'ils étaient affectés à l'accueil et au soutien des réfugiés, afin d'éviter une nouvelle crise (qui sera à nouveau qualifiée de migratoire, alors qu'elle sera humanitaire et sociale).

Qui est mon prochain ?

Aujourd'hui, en Belgique, on estime à environ 150 000 le nombre de personnes – enfants, hommes et femmes – qui vivent sans papiers, dans la précarité, sans dignité. Ces personnes vivent en Belgique depuis 5, 10, 15, parfois plus de 20 ans... Elles nous sont invisibles, alors qu'elles nous sont si proches. Il peut s'agir de mon voisin, de la camarade de classe de mon enfant, du livreur de mon repas à domicile, d'un ouvrier qui rénove la station de métro Arts-Loi par où je transite, d'une aide-soignante qui s'occupe d'une personne âgée ou d'un bébé dans ma famille... Ces personnes travaillent pour la plupart et ne demandent qu'à s'intégrer et contribuer à la société. Sont-elles moins "proches" de nous ?

Cela nous ramène à la ques-

Opinion



Simon-Pierre de Montpellier

Rédacteur en chef de la revue "En Question"⁽¹⁾

■ Nos yeux sont rivés sur l'Ukraine et nos cœurs s'ouvrent à ses exilés. C'est salutaire. Mais saurons-nous maintenir cette solidarité dans le temps et l'élargir aux autres ? Saisissons cette opportunité de bâtir une culture plus hospitalière.

tion fondamentale posée à notre humanité depuis (au moins) deux millénaires : Qui est mon prochain ? Et de qui suis-je le prochain ? L'étranger, le différent, le discriminé, la victime, le blessé, le fragilisé, l'abandonné, l'invisibilisé... Un peu de tout cela à la fois, sans doute.

Trop souvent, nous avons fermé les yeux sur les conflits dans le monde, même aux portes de l'Europe, sur les noyés de la Méditerranée et de la Manche, sur les personnes sans papiers, à côté de nous. Aujourd'hui, nos yeux sont rivés sur l'Ukraine et nos cœurs s'ouvrent à ses exilés. C'est certainement salutaire ! Mais saurons-nous maintenir cette solidarité dans le temps et l'élargir aux autres, aux prochains ? Saisissons cette opportunité de bâtir ensemble une culture plus hospitalière ! Il ne s'agit pas seulement d'une question individuelle, il s'agit bien aussi d'un enjeu politique et social.

Au plus fort de la guerre syrienne, notre pays a piétiné les principes universalistes qu'il aime pourtant tellement proclamer.

⁽¹⁾ La revue *En Question* est éditée par le Centre Avec. Dernier numéro (n°140 – printemps 2022) : "Peut-on encore vivre sans papiers ?". Prix : 7 € au lieu de 10 € pour les lecteurs de La Libre (hors frais de port). Info: www.centreavec.be – info@centreavec.be

⁽²⁾ <https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/2022/03/10/la-politique-dasile-et-daccueil-en-belgique-est-croq-terriste-cest-la-quest-le-probleme-YDLUJHJNTZDLZAQQCSTVLOXVUY/>

OPINION

Imaginons pour l'Ukraine une perspective d'adhésion à l'UE

■ Que celle-ci soit à la hauteur de la tragédie. Il s'agit pour l'Union d'être crédible dans la défense de son modèle.

Ulrich Huyghevelde, Nadine Vermeulen, Thomas Kox et d'autres, au nom du Groupe du 24 février de Bruxelles⁽¹⁾

Depuis le 24 février 2022, l'Ukraine ploie sous les bombes et les violences de l'armée russe, sans que celles-ci ne parviennent à briser la détermination d'un peuple dont le courage dans cette épreuve force l'admiration.

Au-delà de l'urgence absolue de stopper la Russie dans sa guerre meurtrière, notamment par une aide militaire à l'Ukraine dans le cadre de sa légitime défense, il n'est ni trop tôt ni dérisoire d'imaginer l'Europe d'après la guerre. Aujourd'hui, l'agression de l'Ukraine nous enjoint de répondre à l'espoir européen de plus de 40 millions d'Ukrainiennes et Ukrainiens plongés dans l'horreur et la destruction, mais aussi dans l'exil intérieur ou extérieur pour des millions d'entre eux. Il s'agit aussi pour l'Union européenne (UE) d'être crédible dans la défense de son modèle.

Nous, le Groupe du 24 février, constitué de chercheurs, journalistes, traducteurs, fonctionnaires nationaux et européens, militants des droits humains, citoyens engagés dans des coopérations avec ce pays, demandons solennellement aux chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne de donner une perspective d'adhésion claire à l'Ukraine lors de la réunion du Conseil européen prévue les 24 et 25 juin prochain.

La présidente de la Commission européenne s'est déplacée à Kiev les 8 et 9 avril pour porter ce message : la place de l'Ukraine est dans l'Union.

Aux chefs d'États et de gouvernements désormais de confirmer cette perspective et non de se contenter, comme ils l'ont fait lors des sommets du mois de mars, de demander à l'Ukraine de "poursuivre les réformes" et à la Commission de "préparer une opinion" sur le sujet. Il est du devoir des décideurs européens d'être à la hauteur de ce moment historique. Souvenons-nous que c'est en pleine Seconde Guerre mondiale, dans une Europe déchirée par des totalitarismes exterminateurs, que les Pères fondateurs ont forgé les principes de l'édifice de paix qu'est désormais l'UE. Nous appelons en particulier Alexandre De Croo à se prononcer clairement et rapidement sur l'octroi à l'Ukraine d'une perspective d'adhésion à l'UE.

Rappelons que, dans notre famille européenne, aucun peuple n'a eu à payer un tel prix pour son choix européen. Le drame actuel plonge ses racines dans l'engagement des Ukrainiens à poursuivre leur trajectoire démocratique européenne – et dans

les réactions systématiques du pouvoir russe pour les en empêcher – comme ils l'ont montré depuis la révolution de la Dignité (Maidan, 2014). Rappelons aussi qu'à l'heure où certains États membres s'abandonnent dans un repli nationaliste qui les éloigne des valeurs de l'Europe, l'aspiration européenne des Ukrainiens et des Ukrainiennes est, elle, d'une ferveur sans égale.

Soyons à la hauteur de leur détermination et montrons la nôtre ! Si le message politique est clair, le processus administratif suivra. Le combat des Ukrainiens est le nôtre, c'est un combat pour l'Europe de demain. Une Europe débarrassée des autocrates, des populistes et des régimes illibéraux, avec l'exigence de répondre aux défis qui nourrissent leurs succès électoraux.

Les peuples européens ont déjà intégré cette nouvelle dynamique, comme le démontre l'élan de solidarité dans l'accueil des réfugiés ukrainiens. Comme l'attestent aussi les sondages montrant un soutien en très forte progression des citoyens européens à l'adhésion de l'Ukraine. Nous appelons en outre l'UE à proposer dès à présent à l'Ukraine des mesures qui permettront sans délai une intégration renforcée avec l'Union dans tous les domaines (politique, transport, économie, vie universitaire, culture, etc.). Envisageons, d'ores et déjà, après la guerre, Kiev capitale européenne de la culture.

Cette nouvelle étape de la construction européenne aura d'autres effets bénéfiques : pour les pays des Balkans occidentaux, remettre la politique au cœur de leur processus d'adhésion en sortant des faux-semblants (comme, par exemple, les alliances que la Serbie a forgées avec la Russie alors même qu'elle négocie son adhésion). Nous nous devons aussi d'être clairs et intransigeants avec les États membres actuels qui enfreignent les principes fondamentaux de notre Union. Enfin, il n'est pas trop tôt non plus pour anticiper l'après d'une relation avec une Russie qui, tôt ou tard, devra se réinventer, tirant les leçons d'un quart de siècle de tergiversations face à la graduelle et sanguinaire fuite en avant du régime de Poutine.

Le 9 mai prochain, le Kremlin organisera sa traditionnelle démonstration de force sur la place Rouge. De ce côté du continent, ce sera la date de la traditionnelle fête de l'Europe et la période de finalisation de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Quel meilleur moment pour tracer les contours de l'Union de demain. Une Union dans laquelle l'Ukraine mérite plus que jamais toute sa place !

⁽¹⁾ Voir la liste sur lalibre.be